

Sommaire

-Edito	p.1
-Nos interventions	p.2
-Revue de doctrine, articles	p.3
-Communiqué	p.4
-textes importants	p.5

Crédit photo : Yannick Monget

Edito :**L'ETAT OMNIRESPONSABLE**

Alors que l'Etat tend à se désengager de plus en plus de ses missions de contrôle notamment en matière d'installations classées en imposant de plus en plus fréquemment aux exploitants une auto-surveillance, les juges administratifs semblent considérer dans le même temps que l'administration conserve un pouvoir de contrôle engageant sa responsabilité en cas de défaillance de celui-ci.

L'illustration la plus récente est celle de l'arrêt du 24 janvier 2013 dans l'affaire de l'explosion de l'usine Grande Paroisse dite « AZF » à Toulouse. La Cour administrative d'appel de Bordeaux, relevant que l'existence de mode irrégulier de stockage de produits dangereux dans un des bâtiments de l'usine, pour des quantités importantes et sur une longue durée, révélait une carence des services de l'Etat dans leur mission de contrôle de l'installation classée, malgré onze visites d'inspection en seize ans, retient la responsabilité de l'Etat pour s'être abstenu de sanctionner les défaillances visibles et prolongées de l'exploitant du site, source de risque majeur dans une zone de forte densité urbaine.

Certes, la Cour, confirmant une jurisprudence allant dans le sens d'un partage de responsabilité entre l'exploitant et l'administration, retient une responsabilité partielle de l'Etat en condamnant ce dernier à une fraction seulement du préjudice moral admis, mais cette décision traduit une fois encore que l'administration conserve une responsabilité forte, sans pour autant avoir les moyens d'exercer, notamment en termes d'effectif dans les DREAL, pleinement cette mission de contrôle.

La Cour administrative d'appel de Bordeaux a sans doute souhaité rappeler que les pouvoirs de police de l'administration des installations classées restent entiers, et que cette dernière ne peut déléguer à l'exploitant une auto-surveillance qui a révélé dans le terrible accident de Toulouse ses limites, et se déresponsabiliser ainsi.

Alexandre Moustardier
Avocat Associé Co-gérant

F
E
V
R
I
E
R

2
0
1
3

Projet de loi Retailleau sur la responsabilité environnementale

Comme on le sait le Sénat s'est saisi d'une proposition de loi Retailleau, proposition n°548, qui vise à incorporer au Code civil des principes relatifs à la responsabilité environnementale et en particulier l'indemnisation du dommage écologique.

Le rapporteur de ce projet de loi, Monsieur Anziani, Sénateur de la Gironde, a organisé un certain nombre d'auditions de professeurs de droit et d'avocats, d'industriels et d'associations pour lui dire leur opinion sur une telle perspective.

Il convient de dire que se trouve à la base de ce projet de loi le rapport dit Lepage pour le Grenelle de l'environnement et bien entendu l'opportunité qui s'en est fait sentir à la suite de l'arrêt rendu par la Cour de Cassation dans l'affaire Erika. La Cour de Cassation dans cette affaire valide la démarche de la partie civile sur la réclamation de dommages dits écologiques qui ne sont pas des dommages écologiques purs mais qui se rapportent effectivement aux compétences et à l'objectif de celui qui le réclame.

En réalité, le dommage écologique appartient à tous mais chacun peut en avoir sa part, les principaux titulaires étant l'Etat, les collectivités publiques et les associations dans un ordre décroissant.

S'agissant du projet de loi lui-même, l'audition de **Christian Huglo** accompagné de deux jeunes de ses confrères du Barreau de Paris, a consisté à rendre crédible et opérationnel le projet de texte de loi en insistant sur l'importance de la réparation en nature ou de la compensation écologique plutôt que de la pénalisation liée à une réparation uniquement monétaire. Le rapport devrait être déposé prochainement, le cabinet a pu apporter sa longue expérience du dommage écologique qui a été plaidé dans des affaires aussi importantes que les affaires Montedison (1972/1985), Amoco Cadiz (1978/1992), et Erika (1999/2012).

Nos interventions :

- **12 Février 2013 : Sciences Po Paris** : Séminaire
« L'originalité statutaire des partis politiques en droit français ». **JC.MENARD**
- **19 Février 2013 : Institut de l'environnement Lyon 2 et Ecole Centrale de Lyon** : Conférence Grands témoins : droit de l'environnement et risques.
C.HUGLO
- **19 Février 2013 : Sciences Po Paris** : Séminaire
« La liberté de création des partis politiques : régime juridique ». **JC.MENARD**
- **20 Février 2013 : Assemblée Nationale** : Colloque débat : « la transition énergétique ». **JC.MENARD**
- **25 Février 2013 : Sciences Po Paris** :
Séminaire « la protection des libertés fondamentales en droit public européen ». **JC.MENARD**
- **26 Février 2013 : Sciences Po Paris** : Séminaire
« personnalité juridique, sigles, logos, marques: les attributs juridiques des partis politiques » **JC.MENARD**
- **4 Mars 2013 : Centre de recherche en droit privé de l'Université Paris I** : De l'affaire Erika à l'inscription du préjudice écologique dans le code civil. **C.HUGLO**
- **18 et 19 Mars 2013 : IFORE** : Formation des inspecteurs des installations classées en droit des déchets. **MP.MAITRE**
- **20 Mars 2013 : ELEGIA** : Responsabilité HSE. **MP.MAITRE**
- **21 Mars 2013 : DEMOS** : Les études d'impact. **MP.MAITRE**
- **22 Mars 2013 : Faculté de droit de Rennes** : Responsabilité civile et pénale. **C.HUGLO**
- **26,27 et 28 Mars 2013 : Ecole des Ponts** : Les études d'impact. **MP.MAITRE**





Crédit photo : Yannick Monget

F
E
V
R
I
E
R

2
0
1
3

Revue de la doctrine et ouvrages généraux sur le droit de l'environnement et de la sécurité

📖 C.Lepage, « distinguer les avis sur les risques de ceux sur les décisions. » Préventique et sécurité janvier/ février 2013.

📖 A.Fourmon, Note « le Conseil d'Etat valide une nouvelle fois le régime ICPE applicable aux éoliennes ». Environnement et Développement Durable Février 2013

📖 C.Huglo, « La nouvelle loi sur la participation du public à la démocratie environnementale : entre progression et interrogation » Environnement et Développement Durable Février 2013

📖 A.Moustardier, « Quatre cabinets sur la cession de Rexam Personal Care à Albia » LJA 28 Janvier 2013.

📖 I.Empain : Dossier loi sur l'eau « regard critique sur le mécanisme de compensation » BDEI Janvier 2013.

📖 **Ouvrage collectif « 5 millions de logements à rénover, 10 propositions pour réussir la transition énergétique » Sous la direction de Jacques Berthéas, préface de Corinne Lepage, les auteurs:**

Jacques Berthéas

Adrien Fourmon, avocat au cabinet Huglo Lepage

Ludovic de Nicolay

Françoise Réfabert

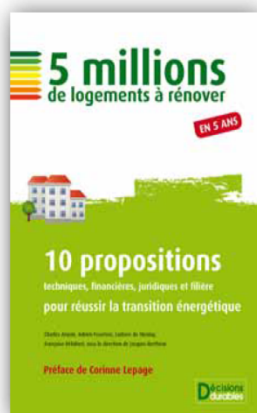




Crédit photo : Yannick Monget

F
E
V
R
I
E
R

En librairie Mars 2013



Editions Décisions durables
Format 17 x 24 cm - 208 pages
18,90 €

5 millions de logements à rénover 10 propositions techniques, financières, juridique et filière pour réussir la transition énergétique

Sous la direction de Jacques Berthéas
Préface de Corinne Lepage

La transition énergétique en pratique

François Hollande en a rêvé, la France doit le faire. 5 millions de logements à rénover en 5 ans. L'objectif est ambitieux, et le livre s'attache à définir les conditions pour l'atteindre. Abordant la question selon 4 points de vue complémentaires : technique, financier, juridique et organisation de la filière, les auteurs définissent les priorités et aboutissent à 10 propositions, sélectionnées pour leur caractère pratiques et leur grande portée. Peut-être pas simples à mettre en œuvre, mais l'ambition des moyens ne doit-elle pas correspondre à celle de l'objectif fixé ?

Dans la course à la transition, l'efficacité énergétique des bâtiments est le premier tournant. Autant ne pas le rater. D'autant que le marché est colossal (évalué à cinquante milliards d'euros) et que des dizaines de milliers d'emplois, non délocalisables, peuvent être créés.

C'est le premier ouvrage publié par Décisions durables, qui ouvre ainsi une collection de livres dédiés au futur de nos sociétés, où l'imagination s'allie à la technique, et l'empathie à l'innovation.

Les auteurs

- **Jacques Berthéas** est directeur professionnel du programme ECOM (Energy and Commodity Markets) du groupe ESSEC.
- **Charles Arquin** est responsable du pôle Conseil Rénovation dans un bureau d'études spécialisé.
- **Adrien Fourmon** est avocat au barreau de Paris, professeur à l'ICH, enseignant à Sciences Po Lyon et à l'Université de Nanterre.
- **Ludovic de Nicolay** est consultant dans un cabinet de conseil international.
- **Françoise Réfabert** est conseil en financement auprès des collectivités locales.

POINTS FORTS

- Des propositions d'innovations concrètes
- Le seul livre présentant une réflexion globale, et non pas limitée à un domaine
- Des auteurs experts en leur domaine, directement en prise avec la réalité du marché

CONTACT PRESSE
Philippe Goupil - tel : 01 56 98 10 05 - philippe.goupil@decisionsdurables.com
Editions Décisions durables, 7 rue Keller, 75011 Paris

**Décisions
durables**

2
0
1
3



Crédit photo : Yannick Monget

F
E
V
R
I
E
R

2
0
1
3

Textes importants

Installations classées pour la protection de l'environnement

Harmonisation des dispositions en matière de prévention des risques

Décret n° 2013-4 du 2 janvier 2013 modifiant diverses dispositions du Code de l'environnement en matière de prévention des risques

Prévention et traitement de la pollution des sols

Décret n° 2013-5 du 2 janvier 2013 relatif à la prévention et au traitement de la pollution des sols

Pollution atmosphérique

Registre européen des quotas d'émission de gaz à effet de serre : validation des conventions types

Arrêté du 28 décembre 2012 portant approbation des conventions types mentionnées à l'article R. 229-35 du Code de l'environnement relatif à l'administrateur national du registre européen des quotas d'émission de gaz à effet de serre

Règles techniques d'affectation de quotas d'émission aux installations existantes

Arrêté du 7 janvier 2013 relatif aux modes de calcul de l'affectation des quotas d'émission de gaz à effet de serre

